

L'IRAN DE KHOMEINY

La politique régionale iranienne de Khomeiny est-elle bien différente de celle qui existait sous le régime du Shah ?

PAR FRANCINE LECOURS

AVEC LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE de 1979, l'ayatollah Khomeiny succède à Mohammad-Reza Shah Pahlavi à la tête de l'Iran, pays qui compte environ 85 p. 100 de musulmans chiites (sur un total de 45 millions d'habitants). Malgré la transformation de l'État séculier moderniste du Shah en un État fondamentaliste musulman, un élément de continuité demeure : l'ambitieux dessein politique des deux hommes en matière de politique régionale. Cela dit, le projet de Khomeiny diffère à plusieurs égards de celui de son prédécesseur.

À partir du début des années soixante, la politique moyen-orientale du Shah d'Iran traduit sa perception des besoins du pays en matière de sécurité. Cette politique est dictée par des considérations stratégiques et elle vise à favoriser la stabilité régionale, surtout dans la zone du golfe Persique. Cette stratégie et des objectifs d'expansion territoriale confèrent à l'Iran un rôle de gendarme dans la région du Golfe, surtout après le départ de l'Angleterre. Outre qu'il occupe trois îles stratégiques du golfe Persique, l'Iran, qui à cette époque aspire au statut de puissance régionale, intervient fréquemment dans les affaires intérieures des pays de la région, particulièrement lorsque des gouvernements centraux sont menacés par des groupes rebelles. Cela se fait au moyen d'une aide économique et technique, ou encore par des interventions militaires. L'envoi de troupes iraniennes dans le Dhofar pour aider le Sultan d'Oman dans sa lutte contre les guérilleros du Front populaire en est un exemple. Cette politique s'appuie sur un arsenal militaire sophistiqué qui fait de l'armée du Shah une des plus puissantes au monde. La politique de sécurité de Téhéran repose aussi sur le jeu diplomatique. Des alliances politiques ou militaires donnent lieu à des rapprochements avec Ankara, Islamabad, Riyad et le Caire (à partir du milieu des années

soixante-dix). Par ailleurs, même si l'Iran établit des rapports constructifs avec la plupart des pays arabes, il entretient des relations étroites avec Israël dans les domaines économique et militaire.

En menant à la création d'un gouvernement islamique chiite, la crise de 1979 a imposé de nouvelles règles du jeu au Moyen-Orient. Par sa référence à des motivations idéologiques, la nouvelle politique extérieure iranienne prend un aspect original. Formellement, le leitmotiv de cette politique s'avère l'Islam et sa restauration comme fondement de la légitimité politique en constitue le but. Le préambule de la Constitution de la jeune république préconise l'instauration d'un ordre mondial islamique. La réunification de la *oumma*, communauté des croyants, est devenue une priorité.

Aux dires des fondamentalistes, cela devrait s'accompagner de la libération des pays islamiques gouvernés par des gouvernements impies (entendre gouvernés par des séculiers). Il faudrait aussi que les sociétés musulmanes puissent réconcilier leurs différences ethniques, régionales et autres.

À DÉFAUT DE POUVOIR RÉALISER CET ambitieux dessein dans un avenir rapproché, le régime khomeiniste fonde davantage ses espoirs sur la création d'un ordre islamique régional, plus ou moins orchestré par Téhéran, où l'Islam déterminerait la nature des régimes politiques et la politique étrangère des États.

Les moyens dont dispose Téhéran pour réaliser cette politique inspirée de la réunification du monde musulman sont multiples. Téhéran a le plus souvent recours à des procédés indirects tels la diffusion d'une propagande «révolutionnaire» dans plusieurs pays du Moyen-Orient (surtout en Irak et au Liban), le prosélytisme visant à rallier des chefs religieux musulmans étrangers,

l'activisme des partisans de Khomeiny pendant le pèlerinage annuel à la Mecque en Arabie Saoudite, et l'assistance financière et logistique accordée à des organisations islamiques étrangères (notamment en ce qui concerne l'entraînement de militants dans des camps iraniens). Parmi ces organisations, celle des *hezbollahs*, chiites libanais pro-iraniens, semble être la mieux structurée.

Les entreprises iraniennes ne se limitent pas aux activités énumérées ci-dessus. Elles ont souvent un caractère plus belliqueux. La tentative de renversement du gouvernement de Bahrein en 1981 et l'attentat contre l'ambassade américaine au Koweït en 1983, tous deux attribués à des éléments pro-iraniens, en font foi. De plus, depuis l'occupation du Liban par les troupes israéliennes en 1982, Téhéran maintient dans ce pays un contingent de Gardiens de la révolution. Aujourd'hui, le gouvernement libanais évalue à quelques milliers le nombre de ces *Pasdarans* postés en Syrie, plusieurs d'entre eux faisant périodiquement des incursions dans la vallée de la Bekaa (peuplée surtout de musulmans chiites) pour y déverser leur propagande et fournir un entraînement militaire aux activistes.

La guerre opposant l'Iran à l'Irak depuis sept ans ne découle qu'indirectement de cette politique islamique «révolutionnaire», si l'on considère que c'est l'Irak qui a déclenché les hostilités. De plus, le refus iranien d'accepter un règlement négocié du conflit s'explique par les tensions séculaires existant entre les deux capitales, auxquelles s'ajoutent l'animosité déclarée entre la président de l'Irak, Saddam Hussein, et Khomeiny, de même que la volonté iranienne de maintenir la cohésion sociale par le ralliement de la population face à un ennemi commun.

L'expansionnisme idéologique que les dirigeants iraniens cherchent à réaliser depuis 1979, est donc un élément très important de l'activisme

régional iranien. L'avènement d'un régime fondamentaliste musulman en Iran continue à avoir des répercussions importantes dans le monde arabe et islamique. Dans les années qui ont suivi la révolution, des émeutes ont éclaté dans plusieurs pays musulmans, du Bangladesh au Maroc. On y retrouvait immanquablement des portraits de Khomeiny et des slogans inspirés de sa pensée. L'exemple iranien semble avoir influé sur les communautés chiites de pays tels que le Pakistan et l'Arabie Saoudite dans leurs demandes pour des droits accrus. De plus, les nombreux chiites du Liban et de l'Irak ne sont pas insensibles aux idées khomeinistes. En fait, depuis la deuxième moitié des années soixante-dix, les événements iraniens constituent la plus importante manifestation de la résurgence d'un courant fondamentaliste islamique à l'échelle du Moyen-Orient.

Les gouvernements de la région ont adopté des stratégies diverses pour se prémunir contre la vague fondamentaliste qui les menace tant de l'intérieur que de l'extérieur. En 1981, les monarchies conservatrices des pays du golfe Persique ont formé le Conseil de la coopération du Golfe (CCG), afin de renforcer leur sécurité collective contre la menace d'extension du conflit irano-irakien (au moment où Bagdad commençait à perdre certains avantages stratégiques au profit de l'Iran), mais aussi par crainte de l'émergence de groupes fondamentalistes au sein de leur population. Dans les années qui ont suivi la révolution iranienne, certains pays comme l'Égypte et le Pakistan ont mis davantage l'accent sur l'importance des valeurs islamiques, ce qui a eu des effets sur l'élaboration de certaines politiques gouvernementales. D'autres, par contre, comme la Tunisie, ont déclaré une guerre ouverte aux fondamentalistes islamiques.